

Un petit clic...

La crise sanitaire a totalement bouleversé les conditions de travail des salariés, mais aussi le cadre d'intervention syndical dans des proportions que personne n'aurait pu imaginer. Le 1er confinement, suivi du 2ème récemment nous a fait basculer, d'une manière brutale, dans une situation totalement inédite. Pour autant, pendant cette période et maintenant encore, SUD a maintenu ses interventions sur l'ensemble des sites. Ses militants ont répondu présent, alors que le personnel se posait beaucoup de questions et que la plupart des directions d'établissement étaient dans une grande confusion, les yeux bien souvent rivés sur les profits et la nécessité de maintenir la continuité de l'activité coûte que coûte. SUD s'est battu pour l'octroi de masques, pour la mise en place du télétravail, pour le maintien à domicile des personnes les plus fragiles, mais aussi pour la continuité des missions de service public par le maintien des activités essentielles. Tout n'a pas été gagné, mais ce bras de fer a payé !

L'actualité, c'est aussi l'avenir de la DRLOI qui rapetisse de plus en plus depuis la création de la nouvelle direction transport Ile-de-France qui gère maintenant les camions jaunes et l'ensemble des agents s'occupant du transport (achat, régulation, facturation), sous la férule de VIAPOST. Cette nouvelle direction de combat a pour objectif de faire baisser les coûts du transport avec un seul mot : optimisation. Elle a dû faire face à une première mobilisation des chauffeurs le 9 novembre, car elle veut supprimer une indemnité compensatrice pour les agents qui viennent au travail en véhicule personnel (page 3). Si la DRLOI reste un NOD à part entière, elle ne gère plus « politiquement » que les deux sites de Roissy ainsi que les établissements de Bonneuil et Brie, ce qui fait peu ! Il y a donc des questions à se poser sur son avenir !

L'actualité, c'est encore l'ouverture fin août d'un nouveau site à Ferrières-en-Brie qui va servir de lieu de stockage stratégique pour des produits sanitaires type blouses, charlottes, gants, masques. En cas de crise sanitaire exponentielle, ce site pourra livrer le matériel manquant dans les EHPAD, les cliniques, les hôpitaux. Il dépend de Briecomte-Robert (page 2). La DRLOI gère ce site pour une durée de 8 mois, un appel d'offre sera fait en mars/avril 2021. Cela contraste avec l'annonce de la fermeture du site de Bobigny (page 3) et les craintes que l'on peut avoir sur l'avenir de Bonneuil (page 2).

Enfin, l'actualité c'est aussi les prochaines élections au conseil d'administration qui vont se dérouler du 7 au 10 décembre sur vos sites (page 4). Ces élections sont importantes car elles vont décider du nombre de représentants des organisations syndicales au prochain conseil d'administration pour un nouveau mandat de 5 ans. Jusqu'à présent, SUD avait deux représentants. Ceux-ci ont, pendant toute la durée de leur mandat, fait entendre les revendications du personnel au plus haut niveau de La Poste et se sont servis de cette instance comme une caisse de résonance ! Alors, du 7 au 10 décembre, n'hésitez pas ! Votez et faites voter SUD !


 O
 F
 F
 I
 Q
 U
 É

...Pour une bonne claque !

CNAP de Brie : Ça bouge !

Les projets se multiplient sur le CNAP. Le ministère de la santé a passé un contrat avec La Poste pour le stockage et la distribution de produits sanitaires vers les hôpitaux, les EHPAD, les cliniques... Un site a donc été ouvert, fin août, à Ferrières-en-Brie et rattaché au CNAP qui en est l'opérateur logistique. Le stock stratégique cible est désormais référencé et entreposé. Les personnels détachés sur le site de Ferrière vont donc retourner progressivement sur le CNAP. En effet, ce stock stratégique est appelé à être expédié uniquement en cas de pénurie de produits sanitaires. En attendant, le site de Ferrière est mis en stand by. Une partie des commandes passées par les établissements de santé via le site de DOCAPOST est traitée sur le site de Brie par l'OPM.

Le CNAP a aussi récupéré la gestion du matériel de La Poste mobile (téléphone, box, cartes SIM...) et sera en charge de l'envoi du matériel et de la gestion des retours. C'est un gros chantier avec une réorganisation interne des surfaces (transfert du service PAP de l'étage vers le service OPM au RDC). Il y a donc aussi un impact pour les collègues travaillant dans ces deux services. Enfin, après SCHOOL Ile-de-France, le CNAP a remporté l'appel d'offre SCHOOL Grand Est. Il s'agit de masteriser et envoyer entre 80 000 et 100 000 tablettes pour les élèves de la région Grand Est. C'est un marché sur 3 ans.

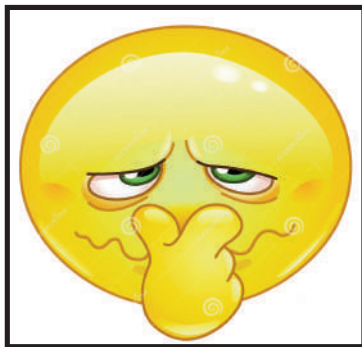
D'autres projets sont actuellement en attente du résultat d'appels d'offre.

Si SUD se réjouit que de nouvelles activités arrivent sur le centre, cela ne doit pas se faire à marche forcée, sans concertation préalable du personnel et de leurs organisations syndicales. Si nous avons dénoncé dans un tract précédent le manque de communication de la direction quant au projet Ferrières, la méthode employée pour les nouveaux marchés remportés n'est guère plus transparente. Ces nouvelles activités et leurs stocks de produits finissent par saturer un centre qui était déjà au bord de l'implosion. L'impact sur le personnel et sur l'organisation du centre est loin d'être négligeable car cela crée un encombrement permanent et accidentogène. Enfin, la méthode employée par la direction qui consiste à mettre, la plupart du temps, les organisations syndicales et les différentes instances représentatives du personnel devant le fait accompli n'est pas acceptable ! Ce mode de fonctionnement crispe une grande partie du personnel du CNAP. Attention au retour de bâton !



Bonneuil PFL : Ça ne sent pas bon !

Il ne se passe pas une semaine sans que l'on entende ici ou là des bruits de fermeture. Ces bruits peuvent même venir de personnes haut placées à la direction. Lorsqu'on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage ! Il n'est pas dans les habitudes de SUD de crier avec les loups. Il n'y a pour l'instant rien d'officiel et si une information comme celle-là arrivait sur le tapis, la section SUD, 1er syndicat sur le site, ne manquerait pas d'en avvertir le personnel immédiatement ! Mais si l'on creuse un peu, on se demande bien pourquoi une telle information est relayée en boucle, y compris par certains cadres ? Il faut habituer les agents à l'instabilité et mettre dans la tête de chacun la précarité de la situation afin qu'il ou elle soit plus docile. Certes, il y a moins de trafic au vu de la baisse du



courrier, renforcée par la crise sanitaire. Certes il y a les départs de la n° 2 et du RH au printemps 2021 (tous les deux remplacés par ailleurs). Certes il y a le fait que Bonneuil n'était pas le 1er choix de la direction lors de son ouverture en janvier 2015. Mais tout ça ne fait pas une information concrète et vérifiée. Rappelons-nous comment la direction nous avait vendu Bonneuil lors du projet : un centre multimodal, relié au fer avec des caisses mobiles qui pouvaient passer du rail à la route et même par des péniches sur la Marne ! Alors, on nous aurait menti ?

ROISSY HUB : Le colis Export arrive, pas les avantages !

La préparation et le tri des colis export en provenance du Centre Export International (CEI) de Chilly-Mazarin sont arrivés à Roissy. Pour ce flux, une nouvelle machine de tri export a été installée (MTE), alors que ce trafic était traité manuellement au CEI. Cette machine permettra d'assurer un traitement mécanisé ainsi que la concentration, la sécurisation et l'expédition des colis export. Alors que 47 positions de travail sont transférées de la DOT Colis vers le HUB, il n'y a pas une seule création de poste à Roissy, malgré notre demande. La DRLOI explique qu'en fait, tenez-vous bien, ce sont 47 emplois qui ne sont pas supprimés sur le HUB ! On vous remercie, vous êtes trop bons ! Nous avons demandé que des mesures soient prises pour atténuer le bruit de la machine. La direction va regarder. Alors que les horaires pour traiter ces trafics seront 6h00/13h00 et 13h00/20h00, nous avons demandé qu'il puisse y avoir un horaire 15h00/22h00 et un horaire mixte. Là encore, la réponse est négative ! Par ailleurs, alors que les agents de Chilly-Mazarin touchaient une prime appelée Bonus-Qualité et challenge (environ 1000€ par an) pour surcroît de trafic en fin d'année, les agents de Chilly-Mazarin qui seront mutés au HUB pour suivi de trafic ne la toucheront plus. Et les agents du HUB qui ont répondu aux appels à candidature pour ces postes autour de la machine ne la toucheront pas non plus ! Il n'y a pas de petites économies. Nous avons demandé l'ouverture de négociations sur ce point. Affaire à suivre...

Bobigny PIAC : Fermeture définitive !

Le CTEDI de Bobigny, devenu maintenant PIAC, a atteint un pic d'occupation que l'on n'aurait pas imaginé lors de sa reprise par la DRLOI il y a quelques années. Plus de 300 agents se côtoient, répartis en un agglomérat de services et notamment, pour ce qui nous concerne, deux établissements : la PIAC qui travaille le REFLEX d'Ile de France et les entrades ECO venant de diverses PIC (17 personnes) ainsi qu'une agence transport (27 personnes).

Malgré toute cette richesse, la DRLOI va rendre les clés du bâtiment à l'été 2021. La nouvelle est tombée à la CDSP du 9 juillet 2020. Celle-ci met en avant la baisse des activités courrier ainsi que le refus par la famille propriétaire du site d'effectuer les travaux. Rappelons que La Poste était propriétaire du site en 1976, lors de l'ouverture du centre de tri de Bobigny, fermé depuis, et qu'elle l'a revendu pour le relouer ! Chapeau les technocrates

de La Poste ! Chaque entité va désormais gérer le reclassement de ses effectifs. Des négociations ont eu lieu pour la recherche d'un accord social d'accompagnement.

Pour l'antenne transport, les chauffeurs seront couverts par l'accord transport qui date de 2015, mais toujours reconduit depuis. Cet accord prend fin le 20 octobre 2020, mais comme l'annonce a été faite avant, il continue de produire ses effets. Pour la PIAC, un nouvel accord a été négocié qui s'aligne peu ou prou sur l'accord transport, que SUD avait signé à l'époque. Cet accord plutôt de bonne facture verra la signature de SUD. La plupart des chauffeurs devraient aller sur l'antenne de Gonesse, les agents de la PIAC plutôt sur Roissy, Wissous ou Lognes. La PIC de Bobigny qui avait déjà vu une première fermeture en 2014 va fermer ses portes définitivement ! Une page se tourne...



Paris-Bonvin : deux étages plus bas !

Lorsque la DRLOI a pris ses marques rue François Bonvin après le déménagement de Champs-sur-Marne, elle utilisait le 4ème et le 2ème étage. Il y avait près de 100 personnes qui travaillaient alors au Siège. Quelques années plus tard, les fermetures de site, les transferts d'activités sur d'autres directions, les suppressions d'emplois font qu'il y a moins besoin de personnel. Si bien que la DRLOI, à la rentrée de septembre, a totalement abandonné le 4ème étage pour recentrer l'ensemble de ses activités au 2ème avec une petite quarantaine de personnes. C'est ce qu'on appelle scier la branche sur laquelle vous êtes assis ! À ce rythme-là, il ne restera bientôt plus rien de cette direction que certains qualifiaient de « *couteau suisse* » il n'y a pas si longtemps ! Ils se reconnaîtront.

Transport : une grève qui va compter !

La volonté de la nouvelle direction transport de supprimer la compensation de 42€, issue de l'accord de 2015 a mis le feu aux poudres. En effet, cette prime vient compenser le fait que certains chauffeurs ne peuvent pas venir en transports en commun, car ils travaillent en horaires atypiques (prise de service à 4 heures du matin par exemple !). L'accord de 2015 prenait fin le 20 octobre 2020. Si la direction a bien voulu qu'il couvre les chauffeurs de Bobigny et Rungis en reclassement, elle n'a pas souhaité que cette prime perdure, alors que SUD demandait un avenant d'une année supplémentaire ! C'est donc une perte de pouvoir d'achat d'environ 400€ pour les agents impactés ! Une paille !

C'est donc tout naturellement que les chauffeurs se sont mobilisés le 9 novembre à l'appel de SUD et CGT (FO et CFDT qui sont sur la même

longueur d'onde n'ont pas souhaité appeler à la grève !). Ce 9 novembre, 70% des chauffeurs sur les 10 agences étaient en grève. Une mobilisation que l'on n'avait pas vue depuis longtemps au transport ! Lors d'une réunion de dialogue social le 19 novembre dernier, nous avons argué que cette mobilisation exceptionnelle méritait une réponse. La direction campe sur ses positions et renvoie à



l'accord national « *un avenir pour chaque postier* » alors que celui-ci prévoit au maximum une prime annuelle de 200€ ! Par ailleurs, SUD ne l'a pas signé et n'est donc pas comptable de cet accord.

Devant cette fin de non-recevoir, SUD et CGT ont donné à la direction un délai de réflexion jusqu'au 1er décembre. S'il n'y a pas de réponse d'ici là, une nouvelle mobilisation sera à l'ordre du jour. Affaire à suivre de près donc....

Élections au conseil d'administration : SUD, le bon choix !

La DRLOI est aujourd'hui à la croisée des chemins. Le rapprochement avec la DRIC (direction des PIC) et la création d'une direction transport n'annoncent rien de bon pour l'avenir même si la DRLOI reste un NOD à part entière. D'où l'intérêt d'avoir des syndicats forts.

Ces dernières années, SUD a été de tous les combats que ce soit sur la réorganisation des deux Roissy, sur le respect du personnel à Bonneuil avec des dossiers qui sont montés au niveau national (TOP 50, double-pont), sur des mesures en faveur du personnel à Brie (proratisation du temps de travail nuit/jour, cantine, crise sanitaire). Dans les agences transport, SUD a permis que les réorganisations se passent sans trop de casse pour les personnels impactés et reste aux côtés des chauffeurs dans la période concernant la suppression de l'indemnité transport qui a conduit à la grosse grève du 9 novembre dernier. Si SUD est à l'offensive sur bien des dossiers, notre syndicat peut aussi prendre ses responsabilités. Cela a été le cas lors de la signature de l'accord d'accompagnement social de Bobigny PIAC. SUD défend donc une ligne cohérente : la construction d'un rapport de force le plus haut possible, y compris par la grève, afin que le moment venu, il puisse être dans les meilleures conditions pour négocier.

Du 7 au 10 décembre, vous allez voter pour élire vos représentants au conseil d'administration de La Poste. Ce sera devant un écran d'ordinateur qu'il faudra voter. En 2015, lors des dernières élections, SUD était devenu le premier syndicat à la DRLOI. Chaque salarié va recevoir 3 courriers à domicile : un courrier avec la communication des syndicats, un second courrier avec un authentifiant et un 3ème courrier avec un code de vote. Il faudra vous munir de cet authentifiant et de ce code (avec en plus votre date de naissance et votre code postal) pour pouvoir voter ! SUD vous alerte tout particulièrement : quelles que soient les difficultés, ne vous laissez pas voler votre vote. Une fois encore mobilisez-vous pour ne pas rater cette élection qui a lieu tous les 5 ans. Afin que les organisations syndicales qui aiment « pactiser » ne soient pas celles qui décident de votre avenir, donnez les moyens à SUD de progresser. **Voter et faites voter pour la liste SUD.**



— — — — — Plan stratégique 2021-2030 : L'impasse sociale

Lors du plan qui courait jusque 2020, le message qui tournait en boucle était : le courrier, c'est foutu, il faut se désensibiliser (oui, oui). Il fallait développer les nouveaux services, c'était le graal ! Mais les résultats sont loin d'être à la hauteur, ces services ne représentent qu'1,5% du chiffre d'affaire ! Autre corde à l'arc patronal : la Banque qui devait sauver le groupe. Là aussi, tout faux. En 2015, les services financiers développaient 1/4 du chiffre d'affaires, 5 ans plus tard on arrive à peine à 26% ! Malgré cela le staff postal ne change pas son fusil d'épaule. Pour ce nouveau plan, il faut être " la première entreprise de proximité humaine et deve-

lopper un groupe de bancassurance ". Et ce plan va se déclinier avec la CDC (caisse de dépôts et consignations) aux aguets puisque ces mêmes dirigeants lui ont offert La Poste sur un plateau. Et il est de notoriété public que la CDC exige davantage de rentabilité ! Avec une telle introduction, la messe est dite et il va falloir s'accrocher puisque La Poste propose de discuter d'un triptyque grisant : "renforcer les compétences, la mobilité et l'employabilité au sein du Groupe" et d'en faire un accord. Nous ne sommes qu'à l'ébauche de cet accord, alors que le plan stratégique doit être validé début 2021.

Pourtant, La Poste attend que les élections au Conseil d'Administration soient passées afin de ne pas mettre en difficulté les potentiels signataires. Les dirigeants et les actionnaires du Groupe préparent leur plan de bataille pour les 10 années à venir mais l'accord "social" censé l'accompagner n'est prévu que pour 2 ans ! Cherchez l'erreur ! Cela prouve s'il en était besoin que leurs ambitions sont avant tout économiques ! SUD ne veut pas d'une multinationale cherchant des bénéfices pour ses actionnaires à tout prix, la crise a prouvé à quel point nous rendons des services utiles et indispensables à la population.

